

Voilà pourquoi ils n'acceptent pas la taxe sur les produits et services. Personne n'aime payer taxes et impôts, mais les Canadiens ne croient pas que la TPS soit équitable. Ils ne croient pas non plus que le produit la TPS sera dépensé à bon escient.

Au moment de nous engager dans l'entreprise de la réforme fiscale dans notre pays, nous recommandons d'examiner également ce qui se passe du côté des dépenses de l'État, et où nous en sommes du côté de la réforme financière. Comment allons-nous nous y prendre avec la question des besoins de dépenser d'une façon retenue et responsable aux paliers municipal, provincial et fédéral?

Il n'y a pas de réponse facile à cela. Certains disent que l'entreprise nécessitera des années. Selon certains, il faudrait créer des commissions royales d'enquête. Je ne partage pas cet avis. Je crois qu'il faut que des dirigeants des trois paliers de gouvernement qui soient bien appuyés et qui comprennent les problèmes se réunissent pour discuter d'une réforme fiscale intégrée.

S'il est question de fiscalité, les gens sont prompts à dire qu'ils veulent le moins d'impôts et de taxes possible, mais s'il est question des dépenses, ils veulent qu'on dépense le plus possible pour eux-mêmes et très peu pour les autres.

Nous ne devrions pas avoir peur de réformer, comme je l'ai déjà dit, le régime de l'impôt foncier, de prélever des impôts sur la richesse et de s'en prendre à ceux qui ne paient pas leurs impôts.

S'ils s'entretenaient avec le vérificateur général, comme je l'ai fait ce matin, les Canadiens seraient absolument estomaqués d'apprendre que l'évitement fiscal est un très grave problème au Canada. Et s'il y a tellement d'évitement fiscal, c'est qu'une foule de transactions se font en cachette, qu'il y a trop d'échappatoires et que trop de contribuables gagnent leur vie en cherchant sans relâche des moyens d'échapper au fisc.

Je me demande, par exemple, combien de Canadiens savent, sans même tenir compte de ceux qui s'en tirent ni de ceux qui échappent en partie à l'impôt par le truchement de sociétés de portefeuille, que les créances dans notre régime fiscal se situent entre 7 et 8 milliards de dollars. C'est une somme énorme.

Les crédits

Les gens craignent toute hausse de l'impôt sur les sociétés parce qu'ils croient que ce sera en fin de compte les consommateurs qui écoperont, les sociétés ne faisant que leur transmettre l'augmentation. En leur qualité de personnes morales, les sociétés par actions ne paient pas d'impôts elles-mêmes. Ce sont leurs actionnaires et leurs clients qui les paient.

Il existe des façons nouvelles et inédites d'aborder l'activité des sociétés au Canada, qu'il s'agisse d'entreprises canadiennes ou de multinationales. On pourrait, par exemple, s'interroger sur le traitement des bénéfices comme dividendes réputés versés aux actionnaires.

Mon point de vue, c'est que la réforme fiscale est possible, car beaucoup de gens y pensent et en parlent. Beaucoup parlent aussi de réforme financière. Enfin, beaucoup de Canadiens parlent de la politique monétaire. Si on considère la réforme fiscale comme une refonte de la fiscalité fédérale, provinciale et municipale, on doit également examiner la politique fiscale en conjonction avec la politique budgétaire et la politique monétaire. Faisons-nous une chose de la main droite et une autre de la main gauche, tout en essayant d'administrer tant bien que mal les affaires du pays?

Les Canadiens considèrent, je crois, qu'ils sont suffisamment taxés. Je ne souscris pas, contrairement à certains, à l'idée qu'une révolte contre la taxe est imminente. Les Canadiens sont trop généreux pour se révolter comme les Américains l'ont fait. Les Canadiens ne prétendront pas que nous allons réduire les dépenses dans les secteurs des services sociaux, de l'éducation et des services de santé sans avoir une vue d'ensemble.

Il existe un grave malaise dans la population canadienne au sujet des dépenses. Je ne crois pas que nous voulions réagir instinctivement et dire, par exemple, supprimons 20, 30 ou 50 milliards. En tant que parlementaires et politiques, il nous incombe de demander aux Canadiens comment nous devrions réduire les dépenses; pas comment le gouvernement fédéral conservateur réduit les dépenses ni comment le gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick le fait, mais comment nous pourrions élaborer ensemble un programme qu'ils comprendraient et qu'ils accepteraient peut-être du fait qu'ils auraient participé à son élaboration.